

N° 96 / CA du Répertoire

REPUBLIQUE DU BENIN

N° 04-19 / CA du Greffe

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

Arrêt du 19 Mai 2005

COUR SUPREME

Affaire : KOUASSI V. Erasme Mesmin

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

C/  
CUO

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 22 Janvier 2004, enregistrée le 02 Février 2004 au Greffe de la Cour, sous le numéro 91/GCS, par laquelle Monsieur KOUASSI V. Erasme Mesmin, S/C KOUASSI Kléber, 03 BP 3226, Cotonou, a saisi la Cour d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la Décision n° 1022-03/UAC/VR-CAA/SEOU du 11 Décembre 2003 de la Commission Universitaire d'Orientation de l'Université d'Abomey-Calavi lui refusant son inscription en troisième année de la Faculté des Sciences Politiques (FADESP) pour l'année académique 2003-2004 ;

Vu la Constitution du 11 Décembre 1990 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 Août 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> Juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller, **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettres n°0669/GCS et 2226/GCS des 25 Février et 08 Juin 2004 du Greffier en Chef, le requérant a été mis en demeure de consigner au Greffe de la Cour, dans un délai de quinze(15) jours, la somme de cinq mille (5.000) FRANCS CFA, conformément aux dispositions de l'article 45 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1960 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90012 du 1<sup>er</sup> Juin 1990 ;

Que ces correspondances sont restées sans suite ;



Considérant qu'aux termes de l'article 45 susvisé, « Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au Greffe de la Cour une somme de CINQ MILLE (5.000) FRANCS CFA, dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la mise en demeure qui lui sera faite, par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ».

Considérant que la mise en demeure faite au requérant étant restée sans suite et celui-ci n'ayant pas demandé l'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge.

**PAR CES MOTIFS**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**.- Monsieur KOUASSI V. Erasme Mesmin est déchu de son action.

**Article 2.-** les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 3.-** Le présent Arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (chambre Administrative) composée de :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la chambre Administrative.

**PRESIDENT ;**

**TAKIN Emile  
Et  
HODE A. Francis** }

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi dix neuf Mai deux mille cinq, la chambre composée comme ci-dessus, en présence de :

**Raoul Hector OUENDO**

**MINISTERE PUBLIC ;**

Et de **Donatien H. VIGNINO**

**GREFFIER ;**

Et ont signé

Le Président,

S. DOSSOUMON.-

Le Rapporteur,

B. HOUNDEKANDJI-CODJOVI.-

Le Greffier,

D. H. VIGNINOU.-

AE = 2000

Enregistré à ... le 26/11/06

Fo 38 Case 0459-03

Reçu de la somme de 2000 francs

L'Inspecteur de l'Enregistrement





Antoinette L. Abo

Ensigne  
To  
Régiment  
l'inspecteur de l'engagement  
1946

